

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 365 du 27.06

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Cisjordanie: des colons filmés en train de frapper un berger palestinien.

1-2 Les révolutionnaires ne meurent jamais.

1-3 Gensane Bernard : les liens organiques de nombreux médias avec les puissances d'argent.

2 Les brèves

2-1 L'occupation est la seule autorité qui autorise officiellement la torture.

2-2 242 millions de dollars (156 millions d'euros) pour ... aider au rétablissement de la loi et de l'ordre en Cisjordanie !

2-3 Le Quartette demande le démantèlement des colonies en Cisjordanie.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Carlos Latuff : Mahmoud Abbas a fait son temps.

3-2 Point de vue de Simon Allison : Olmert joue avec le « diable »

3-3 Point de vue de Julien Salingue : Les quatre dimensions de l'oppression des Palestiniens.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 'Wake Up From Your Slumber' : L'ancien ministre Moshé Sharett confirme qu'Israël crée volontairement des ennemis.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 Gaza : halte à la manipulation médiatique !

5-2 Michel Warschawski : L'application des Droits de l'Homme ne doit pas être sélective...

5-3 Les autorités israéliennes emprisonnent les Palestiniennes même après leur mort

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Cisjordanie: des colons filmés en train de frapper un berger palestinien ...

Voir et écouter sur :

<http://fr.news.yahoo.com/afp/20080619/video/vwl-isral-des-colons-films-en-train-de-f-acb3f14.html>

1-2 Les révolutionnaires ne meurent jamais.

Georges Habache,

Conversations avec Georges Malbrunot

Les mémoires d'un guérillero palestinien

> Bien peu de résistants palestiniens ont pu vivre assez vieux, et dans des conditions de sérénité qui leur permettent de publier leurs mémoires au soir de leur existence.

C'est ce qu'a pu faire le leader historique du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), Georges Habache, invité en janvier 2006 par le journaliste Georges Malbrunot à confier son vécu dans une interview de près de 300 pages (sans compter les annexes).

>

> Les mémoires de Georges Habache nous plongent en des époques que le Zeitgeist actuel tend à occulter complètement ou à figer dans des caricatures : la Naqba en 1947, la montée des mouvements d'émancipation du Tiers-monde dans les années 1950 (mouvement dans lequel s'inscrivait de plain pied le nationalisme palestinien), et les guerres israélo-arabes, la constitution du Front du refus (Libye, Syrie, Irak, OLP, Yémen, Algérie) face à la trahison égyptienne.

>

> On peut y voir avant tout le portrait de la résistance palestinienne du point de vue de l'intransigeance : sévère à l'égard de l'esprit de compromis d'Arafat (dont il admirait cependant les qualités humaines), Habache n'a jamais cessé de défendre des valeurs démocratiques de la gauche révolutionnaire, hostiles à toute domination bourgeoise (celle des anciens colonisateurs occidentaux, et celle des dictatures arabes). Sur la question du sionisme, il n'a cessé de prôner la libération intégrale de la Palestine, le retour de tous les réfugiés, et la création d'un Etat laïque qui intègre sans distinction musulmans, juifs et chrétiens.

>

> La vision de ce dirigeant historique du combat palestinien, auquel Malbrunot témoigne toute son estime dans la préface de l'interview, permet de mieux comprendre l'alternative, telle qu'elle est encore défendue par une bonne part de la gauche palestinienne, au pragmatisme du processus d'Oslo. Habache l'expose avec un certain franc parler sans en nier les échecs, et sans occulter le risque que présente pour elle la concurrence de l'islamisme, qui a le vent en poupe dans l'ensemble du Moyen-Orient depuis vingt ans. La franchise du Dr Habache, qui s'était forgé une réputation très respectable dans l'ensemble du monde en arabe, transparait notamment dans cette confession finale : « De temps à autre, je me réveille la nuit en pensant à tout ce que je n'ai pas accompli durant ces cinquante années : le socialisme, la lutte armée, la récupération de nos terres... Parfois j'ai l'impression que je n'ai pas réalisé grand-chose ».

>

> Ce livre n'est sans doute pas superflu pour dissiper auprès du grand public les amalgames souvent entretenus par les médias à propos des résistances armées, toutes volontiers assimilées à la violence aveugle d'Al-Qaida – on lira à ce propos avec intérêt les passages consacrés aux détournements d'avions dans les années 1970, évoqués avec beaucoup de nuances. Il est utile aussi pour rappeler la somme d'abandons et de coups de poignards dans le dos endurés par les fedayins palestiniens au cours des quarante dernières années de la part

des gouvernements arabes, y compris, à différents degrés de leurs alliés Gamal Abdel Nasser, Mouammar Kadhafi, Hafez El-Assad. Par delà les divisions internes du mouvement palestinien, qui sont livrées sans masque par l'ex-responsable du FPLP, l'aspect majeur qui ressort du récit est finalement l'extrême courage de cette génération de dirigeants nationalistes qui tous ou presque ont tout donné, et risqué plusieurs fois leur vie (ainsi que celle de leur famille, le livre révèle notamment l'étonnante personnalité de Hilda Habache, l'épouse du narrateur) dans un combat de David contre Goliath, seuls contre presque tous les grands pouvoirs planétaires. L'historien quant à lui trouvera sans doute dans cet ouvrage – sous réserve de croisement des sources, notamment avec les archives écrites - des éclairages intéressants sur les relations interarabes, ainsi que sur les rapports des Palestiniens avec le bloc soviétique, ou avec des pays comme la France (dont le rôle, à l'occasion de l'hospitalisation d'Habache en 1991 à Paris, ne sort pas spécialement grand).

Frédéric Delorca

L'auteur du compte rendu : Juriste, essayiste, docteur en sociologie, Frédéric Delorca a dirigé, aux Editions Le Temps des Cerises, Atlas alternatif : le monde à l'heure de la globalisation impériale (2006).

Georges Habache, *Les révolutionnaires ne meurent jamais*,

Conversations avec Georges Malbrunot

Fayard 2008 /- ISBN :

1-3 Gensane Bernard : les liens organiques de nombreux médias avec les puissances d'argent.

Extrait

Je lis *Le Plan B* depuis sa plus tendre enfance (nous en sommes au n° 14).

Surgeon de *PLPL*, ce magnifique organe décortique ce qu'il appelle le Parti de la Presse et de l'Argent (PPA), en débusquant principalement trois choses :

- les liens organiques de nombreux médias avec les puissances d'argent (donc le pourquoi du comment du discours unique déversé par 95% de la presse française),
- les connivences entre " grandes " figures des médias qui se passent tantôt la rhubarbe, tantôt le séné,
- les contradictions, les erreurs, les limites des " grands " journalistes et autres philosophes mondains qui polluent le PAF de leurs assertions prétentieuses, toujours au service des mêmes intérêts.

En passant de *PLPL* au *Plan B*, l'équipe (qui a perdu Serge Halimi depuis qu'il est devenu directeur du *Monde Diplomatique*) a fait un saut qualitatif et quantitatif.

Elle s'est étoffée de collaborateurs provinciaux et de spécialistes d'histoire sociale qui produisent des études originales, pertinentes, en synchronie et en diachronie, comme même *L'Humanité* ou la *VO* ne sont plus capables d'en fournir. Comme tous les autres lecteurs, je souhaiterais que *Le Plan B* devienne mensuel, mais la rédaction s'arc-boute : « Ce serait renoncer à nos congés payés qui durent six mois par an, un acquis social auquel nous sommes très rigidement attachés. »

Feuilletons rapidement cette livraison.

Grâce à un véritable travail de fourmi, l'équipe a épluché les revues de presse de France Inter et d'Europe 1 du 3 mars au 1er mai 2008.

Serez-vous surpris d'apprendre que Clotilde Dumetz et Michel Grossiord ont les yeux de Chimène pour *Le Figaro* et *Le Parisien* ?

Ces deux quotidiens cumulent à eux deux presque autant de citations que tous les autres quotidiens nationaux. Seul *Libération*, journal de Rothschild dirigé par Laurent Joffrin, patron de choc des publications qu'il dirige, tient à peu près la cote.

Le Monde Diplomatique est autant cité que la revue *Hôtels et Lodges* et son enquête sur les soldes à New York. Un bref article atterrant évoque « Les bons plans de l'ANPE ».

En Sarkozie, l'administration, les fonctionnaires doivent faire du chiffre. L'ANPE de Toulouse vient de proposer un travail de distributeur de prospectus en Martinique, d'une heure et quarante-cinq minutes par semaine, pour un salaire net de 13 euros.

Paresse ou frilosité, aucun chômeur n'a postulé pour cette offre d'emploi. Explication d'un cadre de l'agence toulousaine : « Nous proposons actuellement à peu près 20% d'annonces aussi bides que celle de Fort-de-France. L'objectif est de regonfler les chiffres du marché de l'offre d'emploi en Haute-Garonne. Car tout comme pour les expulsions de sans-papiers, nous devons nous aussi faire du chiffre. »

Un tableau très clair montre qu'alors que la presse a consacré 250 articles au couple Fourniret, elle a consacré 0 article à la fermeture de l'usine Essex et aux 130 licenciements subséquents,

0 article à une grève d'une semaine dans une usine du Jura pour protester contre les cadences et les bas salaires,

0 article à la mort d'un ouvrier de 52 ans mort dans l'éboulement d'une tranchée, et 125 mots à la mise en examen d'un ancien PDG pour abus de biens sociaux.

Ayant longtemps vécu à Amiens et étant à moitié picard, j'ai beaucoup apprécié un portait au vitriol du " socialiste " Vincent Peillon, qui adore fréquenter les studios d'i-télé, mais n'a jamais mis les pieds à la Bourse du travail de sa circonscription. Peillon a suivi Emmanuelli avant de se rallier à Strauss-Kahn, puis à Jospin et enfin à Royal. Il a soutenu les 10000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale et n'est pas « dérangé » par les attaques contre le droit de grève des enseignants.

Des lecteurs du *Plan B*, avec pour toute arme leur extrême flagornerie, ont pris d'assaut le site nouvelobs.com où ils posent des questions brosse à reluire à des invités prestigieux. Exemple : Gilles Schneider, ancien employé du marchand d'armes Lagardère, ancien employé du milliardaire Berlusconi, ancien employé du vichyste Robert Hersant, actuellement secrétaire général à l'information de Radio France.

....

Je terminerai en citant, dans un supplément consacré à un long dialogue avec ses lecteurs, une analyse de la périodique sur la dégradation de l'information : « Les médias constituent un obstacle à la transformation sociale, moins par la désinformation que par l'occultation des raisons de se révolter. [...] Plutôt que de s'employer à changer les médias, les chefs contestataires pallient la nullité des journalistes en se pliant à toutes leurs exigences. [J'adore quand on partage mes opinions. Voir mon article "[Power without Responsibility](#)". *Le Plan B* pense que la dégradation de l'information et de la concentration capitaliste des médias ne pourra être résolu tant que ces problèmes n'auront pas été reconstruits comme des problèmes politiques. C'est-à-dire tant qu'il n'y aura pas de mobilisation et de manifestations pour obtenir, par exemple, l'expropriation de Bouygues et la réappropriation populaire de TF1.

Tout cela et bien d'autres *delikatessen* pour deux euros...

<http://www.leplanb.org>

<http://www.legrandsoir.info/spip.php?article6831>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 L'occupation est la seule autorité qui autorise officiellement la torture.

Le ministre des affaires des captifs et des libérés au gouvernement de Haniyeh a affirmé que l'occupation israélienne est la seule autorité qui pratique la torture comme un moyen officiel soutenu politiquement et juridiquement.

Le ministre des affaires des captifs et des libérés, Dr. Ahmed Shouidah a dit, aujourd'hui jeudi 26/6, dans un rapport publié à l'occasion de la journée mondiale pour la lutte contre la torture, que plus de 11700 vivent des conditions très difficiles dans les prisons sionistes.

Il a ajouté que les autorités de l'occupation israéliennes pratiquent les tortures contre les captifs dès les premières heures de leurs arrestations jusqu'à l'arrivée aux centres d'enquêtes et d'arrestations où les forces occupantes pratiquent toutes les sortes de torture interdites au niveau international contre les captives et captifs palestiniens. Shouidah a poursuivi que les autorités occupantes poursuivent la torture durant la période d'arrestation dans le cadre d'une politique programmée qui visent à casser la volonté et la dignité du captif en violant tous les droits de l'homme.

Il a rapporté la confirmation de la commission générale pour la lutte contre la torture qui a découvert 90 cas de torture contre les captifs palestiniens dont des mineurs qui sont protégés par la loi internationale.

Enfin, le ministère des captifs et des libérés a appelé la communauté internationale et ses organisations juridiques à dévoiler les tortures pratiquées contre les captifs palestiniens et condamner les pratiques criminelles des geôliers sionistes qui représentent des crimes de guerre.

26/06/2008

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7wVLdL90CXhVaXG0QKs0JLeH06aJJoOZb609M3gSKYfqKh%2bBkzRn7aTDBmDdUm0LIZ3JipeQhIUV%2b%2fhr6t%2foJvUeLFbFDRPPfFRhpx4xRZVo%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7wVLdL90CXhVaXG0QKs0JLeH06aJJoOZb609M3gSKYfqKh%2bBkzRn7aTDBmDdUm0LIZ3JipeQhIUV%2b%2fhr6t%2foJvUeLFbFDRPPfFRhpx4xRZVo%3d)

2-2 242 millions de dollars (156 millions d'euros) pour ... aider au rétablissement de la loi et de l'ordre en Cisjordanie !

Les représentants d'une quarantaine de pays réunis mardi à Berlin se sont engagés à verser 242 millions de dollars (156 millions d'euros) pour aider au rétablissement de la loi et de l'ordre en Cisjordanie, a-t-on appris de sources gouvernementales allemandes.

Lors de cette conférence, le ministre des Affaires étrangères, Karel De Gucht, a souligné l'importance du rétablissement de la sécurité et de la justice en Cisjordanie. Le processus politique en cours n'aura d'avenir que dans la mesure où le peuple palestinien constatera une amélioration de ses conditions de vie au quotidien, a-t-il déclaré. La conférence internationale visait en particulier à renforcer les chances de créer un Etat palestinien en paix avec Israël.

Une quarantaine de délégations qui se sont retrouvées autour du Premier ministre palestinien Salam Fayyad et de la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni, ont approuvé les projets de financement portant entre autres sur la formation et l'équipement des forces de police et de sécurité, ainsi que la formation de juges et la construction d'une prison d'ici 2011. Les Palestiniens pour leur part avaient demandé 190 millions de dollars pour des projets s'étalant de 2008 à 2010.

Des patrouilles de police et des tribunaux qui fonctionnent sont "une partie de la mosaïque" pour arriver à une paix durable, a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel à l'ouverture de la réunion. "La population a

besoin de voir que la vie quotidienne s'améliore". "Pour être prêts à miser sur un futur Etat, les Palestiniens doivent être convaincus que leur police, les tribunaux et le système pénal sont décidés à faire respecter la loi et les droits de l'Homme", a souligné la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice.

Mme Rice a demandé aux donateurs "d'approuver tous les projets préparés par l'Autorité palestinienne" parce qu'en "négliger un seul pourrait compromettre l'effort tout entier". Son homologue israélienne a déclaré qu'une vaste majorité des Israéliens avait accepté la nécessité de créer un Etat palestinien mais devait encore être convaincue que ce serait "un Etat démocratique et responsable". (belga)

24/06/08 17h21

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/325362/2008/06/24/156-millions-pour-retablir-la-loi-et-l-ordre-en-Cisjordanie.dhtml>

2-3 Le Quartette demande le démantèlement des colonies en Cisjordanie.

Le Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, UE, Russie, ONU) a appelé mardi à l'arrêt de la colonisation israélienne en Cisjordanie et au démantèlement des colonies créées depuis mars 2001. A cette époque, le gouvernement de l'ancien Premier ministre Ariel Sharon avait annoncé qu'Israël ne construirait plus de nouvelles colonies. **Et en 2003, Israël s'était** engagé à détruire les avant-postes érigés par des colons depuis cette date. 40.000 nouveaux logements prévus

Mais pour l'instant, la colonisation suit son cours. La municipalité israélienne de Jérusalem a annoncé dimanche l'approbation des plans de construction de 40.000 logements **sur la prochaine décennie dans la ville, dont** certains se situent dans des quartiers de colonisation de Jérusalem-est annexée. La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, alors en Israël, a vivement critiqué cette situation.

Le Quartette a «réaffirmé son soutien aux efforts entrepris par l'Egypte pour restaurer le calme à Gaza et dans le sud d'Israël». **Il a «mis l'accent sur** le besoin urgent de progrès tangibles pour atteindre l'objectif d'un accord d'ici à la fin 2008 sur la mise en place d'un Etat palestinien indépendant et viable en Cisjordanie et à Gaza». !?

Plus d'info:

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Carlos Latuff : Mahmoud Abbas a fait son temps

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'entièreté du point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Une analyse sans concession de l'impasse dans laquelle se trouve acculés, par leur faute, les dirigeants politiques palestiniens du Fatah, et en premier lieu Abbas, le collaborateur.

Mahmoud Abbas, le Président de l'Autorité Palestinienne, est un collaborateur de ceux qui tourmentent son peuple, Israël et les Etats-Unis. Sans le soutien israélien et américain, Abbas s'effondrerait de suite. C'est le général commandant les forces israéliennes en Cisjordanie, Gadi Shamni qui l'exprime le mieux : *« Il est une plaisanterie, un rien du tout. Nous sommes les seules forces qui le font surnager. Si nous nous retirons des villes, le Hamas le balaiera lui et ses hommes comme ils ont fait à Gaza. »*

Pour être juste, le prédécesseur d'Abbas comme Président de l'Autorité Palestinienne, Yasser Arafat, lui-même Mr Palestine, a fait d'énormes erreurs en négociant avec les Israéliens, peut être le résultat de son addiction au pouvoir et à la stature d'homme d'état. Arafat adorait voyager autour du monde, rencontrer des rois et des présidents, et prétendre gouverner la Palestine, qu'il n'a pas du tout libéré de l'occupation israélienne. Non seulement Arafat a exonéré les Israéliens lors des Accords d'Oslo de tout ce qu'ils avaient fait en Cisjordanie, à Gaza, et à Jérusalem Est depuis la guerre de 1967, mais il est devenu le premier dirigeant d'un mouvement de libération nationale à signer un accord avec l'occupant pour maintenir l'occupation en place. Ce qu'Arafat a reçu d'Israël c'était l'autorité sur quelques bandes de terre séparées, mais aucun contrôle des frontières, de l'espace aérien, des ressources en eau, alors que les colonies israéliennes parsemaient les territoires occupés.

Mahmoud Abbas a surpassé Arafat : il a essayé d'éliminer la résistance armée palestinienne à l'occupation israélienne. Abbas a demandé *« une fin de toutes les actions militaires, le calme total, un arrêt complète des violences »*. Ainsi, Abbas a appelé les Palestiniens à cesser ce qui est légal en Droit International, résister à l'occupation, et à accepter ce qui est illégal en droit national, la colonisation d'un territoire occupé par une puissance occupante. Coloniser la Cisjordanie est tellement plus facile quand les autochtones ne résistent pas. Pas étonnant qu'Abas soit adoré à Washington et Tel Aviv !

Qu'est ce qu'Abbas et ses copains ont apporté aux Palestiniens ?

Ces dernières années, l'économie palestinienne a diminué d'au moins un tiers et le nombre des Palestiniens vivant au dessous du seuil de pauvreté est passé de 20 % à 40 %. Le nombre de colonies israéliennes en Cisjordanie est actuellement de 160, et le nombre de leurs habitants a augmenté, passant de 150 000 à 250 000

(sans compter les colonies et colons de Jérusalem environ 250 000 ndlt). Jérusalem Est Palestinienne, le centre de la vie intellectuelle sociale et politique a été coupée de la Cisjordanie par les colonies israéliennes. Pire que tout, les colonies israéliennes, les zones militaires, les routes réservées aux Israéliens, et le mur de séparation ont réduit de 50% le territoire disponible pour un état palestinien. Et malgré cela, sur les ordres de George Bush, Abbas s'est rendu consciencieusement le mois de novembre dernier à la conférence de paix bidon d'Annapolis, juste après que les Israéliens aient annoncé une importante extension de la colonie d'Har Homa à Jérusalem Est. Pour Abbas, s'appuyer sur l'Administration la plus pro Israël dans l'histoire des US - et cela en dit long - pour que justice soit rendue aux Palestiniens, est absurde à l'extrême. Condi Rice peut affirmer que la paix Israël/Palestine doit « être faite directement par des discussions entre les parties », mais la réalité est bien différente. Non seulement l'Administration Bush n'a rien fait pour restreindre la colonisation israélienne des territoires occupés, elle a publiquement accepté de facto l'annexion de grandes portions de la Cisjordanie : « à la lumière des nouvelles réalités sur le terrain, inclus les grands centres de populations israéliens déjà existants, ce n'est pas réaliste que ce qui sortira du statut final des négociations soit un retour complet, total à la ligne d'armistice de 1949... »

Mahmoud Abbas a pu se faire des illusions en pensant que la soit disant feuille de route, fortement soutenue par l'Administration Bush, était quelque chose d'autre qu'une capitulation finale du patrimoine palestinien au plan israélien incessant et bien financé de s'emparer de la Palestine, mais son peuple ne s'est pas laissé berné. En Janvier 2006, le parti d'Abbas, le Fatah, a été sérieusement battu lors des élections pour le Conseil Législatif Palestinien n'obtenant que 45 sièges contre 74 pour le Hamas.

La sagesse ordinaire veut que les Islamistes du Hamas aient gagné l'élection parce qu'ils étaient honnêtes et capables de fournir des services sociaux que le Fatah avait négligé de fournir. Une conclusion plus juste serait que les Palestiniens ont soutenu le Hamas parce qu'Abbas a été incapable d'arrêter le développement de la colonisation israélienne et la destruction de l'économie palestinienne. Comment pourrait-on attendre d'Abbas qu'il arrache aux Israéliens un état palestinien viable alors qu'il est incapable de les convaincre d'enlever 400 barrages qui étranglent la vie économique et communautaire en Cisjordanie ?

Pour les Etats-Unis la victoire écrasante du Hamas à l'élection était anathème. Le Hamas est sur la liste des organisations terroristes du Département d'Etat, et reste un partisan de la résistance armée contre l'occupation. De plus, le Hamas refuse de reconnaître Israël et rejette tous les accords désastreux qu'Arafat et Abbas ont signés, qui ont enfermé les Palestiniens dans la situation désespérée dans laquelle ils se trouvent maintenant. Suite à la victoire du Hamas, Abbas le malléable a adopté la politique israélienne et américaine de façon encore plus étroite, dans un effort désespéré pour s'accrocher au pouvoir. Premièrement, Abbas a accepté que les Israéliens se saisissent des revenus des droits de douane qu'ils collectent pour le compte des Palestiniens et a refusé de partager des positions clés au sein du cabinet avec le Hamas. Deuxièmement, Abbas était partie prenante du plan conçu par un supporter d'Israël depuis longtemps au sein Du Conseil de Sécurité National des US, Elliott Abrams, un coup contre la direction du Hamas à Gaza. Malheureusement pour Abbas et Abrams, le coup, qui consistait à employer des forces de sécurité du Fatah loyales à Mohammed Dahlan à Gaza, était le secret le moins bien gardé et le complot le plus mal planifié de l'histoire diplomatique récente. En juin 2007, le Hamas a frappé le premier et a rapidement mis en déroute les supporters d'Abbas à Gaza.

Après la prise de pouvoir du Hamas à Gaza, les Israéliens, avec l'approbation d'Abbas, ont commencé à arrêter les parlementaires du Hamas en Cisjordanie, en emprisonnant finalement 45. Abbas, alors sans un quelconque mandat légitime, a nommé un nouveau cabinet et a commencé à diriger par décret. Pendant ce temps, l'armée israélienne a resserré son emprise sur les villes de Cisjordanie pour maintenir les supporters d'Abbas au pouvoir et a commencé à emprisonner les activistes du Hamas.

A Gaza même, les conditions sont passées de mauvaises à désespérées. Le gouvernement israélien a dramatiquement restreint les approvisionnements, à l'exception d'une quantité limitée de nourriture et de carburant. Comme l'a résumé, sans cœur, un responsable israélien Dov Weissglass : « c'est comme un rendez vous chez le diététicien. Nous devons faire perdre du poids aux Palestiniens, mais ne pas les affamer à mort. » A cause du manque de matériaux de base, toute l'industrie dans la Bande s'est effondrée, le chômage s'est considérablement accru, et la vie de tous les jours est devenue un combat. Mais tandis que 1,5 millions de Palestiniens étaient au bord de la famine à Gaza, Abbas a continué de parler avec Israël et les Etats-Unis sur le soit disant processus de paix.

Malgré qu'il est du faire face à la punition collective d'un million et demi d'habitants de Gaza, le Hamas a pu aller de l'avant dans ses objectifs politiques. Les forces de sécurité de Gaza ont été complètement reconstruites en mettant l'accent sur la loyauté envers la direction politique du Hamas. Avec les Etats-Unis faisant son maximum pour empêcher toute aide financière à Gaza venant de l'Occident, une aide de la région du Golfe et de l'Iran est allée directement à la direction du Hamas et a servi à renforcer le contrôle politique du parti. Et la résistance à Israël a continué, d'une manière plutôt sporadique par des tirs de roquettes de fabrication artisanale sur des villes israéliennes proche de Gaza. Les dommages faits en Israël ont été limités, et les Gazaouites ont souffert dans à peu près la proportion de 50 Palestiniens tués pour 1 Israélien.

Le fait que le cessez le feu tienne et que l'économie de Gaza reprenne, tout ceci est incertain, mais les Israéliens ont apparemment décidé que d'essayer de chasser le Hamas du pouvoir ne fonctionnait pas. Donc, la politique de Mahmoud Abbas de dédaigner les rejectionnistes du Hamas, sous le dictat d'Israël et des Etats-Unis, a été miné par les Israéliens eux-mêmes, hâtant sans nul doute le jour où Abbas cessera d'être le Président de l'Autorité Palestinienne et deviendra un habitant de l'une des petites villes arabes que les Israéliens maintiennent pour la protection des collaborateurs palestiniens qui ne sont plus utiles.

3-2 Point de vue de Simon Allison : Olmert joue avec le « diable »

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'intérêt du point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

C'est l'une des merveilleuses ironies qui rendent la politique si intéressante - et si ridicule : le Premier ministre israélien, Ehoud Olmert, a placé son avenir politique immédiat entre les mains de l'ennemi juré d'Israël, le Hamas. Le cessez-le-feu négocié avec le gouvernement à Gaza - à la fois dirigeants de la Palestine démocratique élus et "organisation terroriste" - est un pari désespéré, un dernier lancé de dés pour Olmert qui est de plus en plus assailli et dont la survie en tant que premier ministre semble maintenant dépendante de la manière dont répond le Hamas.

La racine du problème est l'argent - en particulier, si Olmert s'est servi un peu trop généreusement lorsqu'il était maire de Jérusalem. Les enquêtes de corruption doivent encore aboutir à une conclusion, mais la coalition au pouvoir déjà fragile commence à craquer sous la tension.

Le ministre de la défense Ehoud Barak, leader du deuxième plus grand parti de la coalition, le Parti Travailleuse, a menacé de faire tomber le gouvernement si Olmert ne démissionne pas, et le dirigeant de l'opposition, Benjamin Netanyahu attend impatiemment son heure pour retourner à la plus haute fonction.

Désespéré, Olmert sait qu'il a besoin de quelque chose d'important pour distraire ses détracteurs, pour éloigner le feu des projecteurs de ses indiscretions financières. Et ainsi, comme la petite brute qui frappe l'enfant qui lui est inconnu pour dissimuler son propre manque d'assurance, Olmert s'est tourné vers la Palestine. Mais, ressentant peut-être que la communauté internationale ne serait pas trop disposée à une invasion à grande échelle (et nerveuse d'éviter une répétition de la raclée distribuée par le Hezbollah au Liban, il y a deux ans), Olmert a rejeté la pyrotechnie distrayante des chars, des missiles et des jolies explosions. Du moins pour l'instant.

Plutôt que les feux d'artifice, Olmert a réussi un tour de passe-passe, faisant une offre au Hamas que celui-ci était trop fatigué et trop affamé pour refuser : arrêtez les combats et Israël ouvrira les lignes d'approvisionnement, a-t-il dit aux Gazéens par l'intermédiaire des médiateurs égyptiens.

En lui-même, ce fut un tournant dans les relations entre Israël et le Hamas - en parlant et en se mettant d'accord l'un avec l'autre, même indirectement, chacun des deux camps a conféré à l'autre camp cette sorte de légitimité qui trahit tout ce qu'ils représentent, mais qui finalement reconnaît la réalité de la situation politique. C'est aussi une leçon que les candidats à la présidence des Etats-Unis pourraient prendre à cœur. Tous deux - le Sénateur démocrate Barack Obama et le Sénateur républicain John McCain - ont parlé à des niveaux divers de leur conviction de ne pas engager le dialogue avec les "organisations terroristes" et autres de ce genre. Toutefois, refuser de leur parler ne les fera pas partir et, parfois, les mots peuvent accomplir plus que les fusils et les renseignements défectueux.

Tout pareillement, on ne s'attend pas à ce que ce cessez-le-feu perdure. C'est certainement ce que pensent les gens de tous les milieux à Jérusalem, la capitale d'Israël, et c'est clairement ce à quoi s'attend Olmert lui-même. "Je ne me fais aucune illusion", a-t-il déclaré dans un discours récent. "Ce que l'on appelle le 'calme' est fragile et ne dure pas longtemps. Le Hamas n'a pas changé de peau. Ils sont assoiffés de sang et ce sont des terroristes méprisables qui, même aujourd'hui, font tout ce qu'ils peuvent pour faire du mal aux civils israéliens. Le Hamas ... sera responsable de toute violation de ce 'calme'."

Cette dernière condition prépare effectivement le Hamas à trébucher, parce que, contrairement aux perceptions, le Hamas n'a pas lui-même le contrôle total de la Bande de Gaza, qui abrite de nombreux autres groupes partisans de la lutte armée qui ne répondent pas aveuglément aux ordres du Hamas. Olmert rend effectivement le Hamas responsable des actions de ceux sur lesquels il exerce peu de contrôle ; et, imposer une condition aussi restrictive accroîtra considérablement les chances que le cessez-le-feu soit violé.

La profondeur du manque de contrôle du Hamas a été illustrée, mardi, par la mort du dirigeant de l'Armée de l'Islam, Muataz Durmush, qui a été tué dans une frappe israélienne ciblée. Selon le *Jerusalem Post*, Durmush avait survécu à des tentatives d'assassinat, au cours des deux dernières années, de la part à la fois du Fatah et du Hamas, et il était considéré par les deux camps comme un "voyou et un meurtrier". Dans un rare alignement d'intérêts, les Palestiniens étaient tout aussi heureux que les Israéliens de le voir partir.

La Palestine n'est pas un Etat uni et Gaza n'est pas un territoire unifié. Aussi sincères que soient les intentions du Hamas, les risques sont importants que d'autres groupes prennent la responsabilité de violer le cessez-le-feu. Et si jamais cela devait se produire de façon assez dramatique - par exemple, qu'un Israélien soit tué - alors Olmert se retrouvera avec plein de justifications aux yeux de ceux pour lesquels il est important (les Israéliens et le gouvernement des Etats-Unis) de lancer une attaque généralisée contre la Bande de Gaza.

Il faudrait alors un Barak ou un Netanyahu très courageux pour oser renverser le dirigeant d'un pays en guerre, qui surferait sur la vague de la ferveur nationaliste, qui accorderait au minimum à Olmert un sursoit à exécution ; au mieux, avec le soutien du public désormais derrière lui, toute l'enquête de corruption serait silencieusement reléguée au second plan.

Toutefois, si le cessez-le-feu venait à être violé d'une façon mineure qui ne fournirait pas un prétexte pour une offensive généralisée, Olmert se retrouverait à la case départ eu égard à la situation à Gaza et à sa situation intérieure. Un retour aux échanges transfrontaliers désordonnés de représailles n'apporterait rien de bon à sa popularité et ne dissuaderait certainement pas ses détracteurs. A la place, ceux qui le critiquent retourneraient l'arme sur lui et il serait peu probable que son gouvernement supporte la pression. Netanyahu entrerait dans la danse.

Il y a une autre option, bien qu'elle soit une solution inconcevable pour la plupart des Israéliens (Arabes ou Juifs) : que le cessez-le-feu soit observé et qu'un semblant de paix et de normalité retourne sur les zones frontalières de Gaza et d'Israël. Ceci se refléterait positivement sur Olmert, en particulier dans la communauté internationale, même s'il devait lutter contre les médiateurs égyptiens pour qu'ils ne s'arrogent pas tout le crédit.

Mais comment la paix agira sur le plan intérieur est un autre sujet. Elle devrait permettre à Olmert de récolter un soutien populaire, mais elle ne ferait probablement pas disparaître les accusations de corruption et pourrait créer plus de problèmes que de solutions pour le premier ministre israélien, en particulier avec l'élément crucial de la droite conservatrice de la politique israélienne, qui verrait la légitimation du Hamas comme une menace pour l'Etat israélien.

Une paix durable verrait probablement le gouvernement s'effondrer, mais ce pourrait ne pas être un désastre total pour Olmert - non nouveau rôle inhabituel d'artisan de la paix agirait de façon positive dans les sondages, d'une façon que son image actuelle de politicien vénal et corrompu ne ferait pas.

Simon Allison

Simon Allison est étudiant en affaires internationales, avec l'accent sur le Moyen-Orient. Il est actuellement basé au Caire, en Egypte.

Asia Times Online, 20 juin 2008

Article original : "[Olmert gambles with the 'devil'](#)"

Traduction : [JFG-QuestionsCritiques]

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Simon_Allison.200608.htm

Source : Questions Critiques

<http://questionscritiques.free.fr/...>

3-3 Point de vue de Julien Salingue : Les quatre dimensions de l'oppression des Palestiniens.

L'article qui suit est le dernier que je mets en ligne avant mon départ. Je ne tenterai pas ici l'impossible résumé de ces 11 semaines passées dans les territoires palestiniens. Il s'agira plutôt d'essayer de présenter de manière synthétique ce qui constitue selon moi les quatre déclinaisons essentielles de l'oppression israélienne.

Extraits :

Chacun sait que depuis 2002, Israël a entrepris de construire un gigantesque Mur en Cisjordanie. Ce que l'on remarque moins souvent, c'est que ce Mur de Béton n'est pas le seul Mur construit par l'Etat d'Israël, même s'il est le plus visible d'entre tous. Les Palestiniens se heurtent en effet aujourd'hui à quatre Murs, qui leur interdisent de mener une existence digne et de voir leurs droits nationaux satisfaits : un Mur de Fer, un Mur de Barbelés, un Mur de Verre et un Mur de Béton.

Le Mur de Fer : l'armée israélienne

« A part ceux qui ont été virtuellement "aveugles" depuis l'enfance, tous les sionistes modérés ont compris depuis longtemps qu'il n'y a pas le moindre espoir d'obtenir l'accord des Arabes de la Terre d'Israël pour que la "Palestine" devienne un pays avec une majorité juive.(...) »

La colonisation sioniste, même la plus limitée, doit soit se terminer, soit être menée à bien au mépris de la volonté de la population autochtone.

Cette colonisation ne peut, par conséquent, continuer et se développer que sous la protection d'une force indépendante de la population locale : un mur de fer que la population autochtone ne pourra pas franchir » ¹.

Ces lignes ont été écrites au début des années 20 par Vladimir Jabotinsky, dirigeant du courant « sioniste révisionniste » duquel seront issus le Likoud et, entre autres, les Premiers Ministres Begin, Shamir ou Sharon. Elles exposent la doctrine du « Mur de Fer » : dans la mesure où les Arabes de Palestine s'opposent à l'établissement d'un Etat juif sur un territoire dans lequel ils sont largement majoritaires, le mouvement sioniste doit se doter d'une puissante force armée, soutenue par les pays impérialistes, qui favorisera la colonisation et qui, le moment venu, permettra d'imposer le fait accompli aux autochtones.

Malgré la position minoritaire du courant révisionniste dans le mouvement sioniste (dominé par les Travailleurs de Ben Gourion), la doctrine du Mur de Fer fait de nombreux émules et est celle qui, dans les faits, conduit à la création de diverses milices juives armées, les plus célèbres étant la Haganah (créée en 1920), l'Irgoun (1931) et le Groupe Stern (1940). Ces milices terrorisent les habitants arabes et sont responsables du départ forcé de 800 000 d'entre eux au cours des années 1947-1949. C'est le groupe Stern, dirigé par Menahem Begin, qui commet le massacre de Deir Yassine en avril 1948. Après la Déclaration d'indépendance d'Israël, la Haganah constituera l'ossature de l'armée israélienne, « Tsahal », qui absorbera rapidement les autres milices.

Dès les origines de l'Etat d'Israël, la composante militaire a joué un rôle-clé, permettant le nettoyage ethnique indispensable à la constitution d'un Etat juif sur un territoire majoritairement peuplé de non-Juifs. Le Mur de Fer,

l'armée, demeure aujourd'hui l'un des piliers fondamentaux de la politique israélienne. La liste des Généraux devenus ministres ou Premiers Ministres est trop longue pour être citée ici. On mentionnera à titre d'exemple le Général Allon, le Général Dayan, le Général Rabin, le Général Sharon, le Général Barak, le Général Ben Eliezer, le Général Zeevi ou le Général Mofaz... Dans l'actuelle Knesset, les Généraux représentent 10% des élus. Et lorsque les Généraux rejoignent la vie politique, ils n'en demeurent pas moins des militaires et leurs décisions et grandes orientations s'en ressentent, comme l'a largement démontré la regrettée Tanya Reinhardt ².

En outre, « Israël est le seul pays démocratique dans lequel le commandant en chef de l'armée assiste à toutes les réunions du gouvernement » ³. Qui plus est, « Les généraux ont une arme qu'aucun homme politique ne peut se permettre d'ignorer : le contrôle absolu des médias. Presque tous les "correspondants militaires" et les "commentateurs militaires" sont les serviteurs obéissants du commandement en chef, publiant, comme si c'était leur propre opinion, les instructions du chef d'état-major et de ses généraux » ⁴. Cette mainmise des Généraux sur les médias permet d'entretenir un climat de peur permanente dans une société traversée de contradictions mais au sein de laquelle la crainte de l'agression étrangère et l'unité nationale derrière les opérations militaires jouent un rôle de ciment. Elle légitime en outre un budget militaire faramineux : les dépenses militaires par habitant sont 15 fois plus élevées en Israël qu'aux Etats-Unis. L'armée israélienne est une des plus importantes armées mondiales, elle est de très loin la première force militaire de la région et la seule puissance nucléaire du Moyen-Orient.

Le Mur de Fer voulu par Jabotinsky, entendu comme une puissante force armée jouant un rôle central dans le développement du projet sioniste, soutenue par les pays impérialistes, existe donc bel et bien. Il se matérialise aujourd'hui par l'occupation militaire de la Cisjordanie et l'encerclement de Gaza. Les Palestiniens des territoires occupés en sont les premiers témoins et les premières victimes. Les décisions les concernant, qui ont guidé la politique répressive des autorités d'occupation au cours des 60 dernières années, et leur confrontation quotidienne avec l'armée, sur les checkpoints, lors des incursions ou à l'occasion des milliers de procès devant des tribunaux militaires, sont la tragique illustration de cette première dimension de l'oppression israélienne : imposer par la force le fait accompli sioniste.

La tâche assignée au Mur de Fer, définie par Jabotinsky il y a 85 ans, est plus que jamais d'actualité : « Nous prétendons que le Sionisme est moral et juste. Et puisqu'il est moral et juste, la justice doit être rendue, peu importe que Joseph, Simon, Ivan ou Ahmed soit d'accord ou non » ⁵.

.....

Le Mur de Béton : les Cantons

« Israël est dans l'obligation de mettre un terme aux violations du droit international dont il est l'auteur ; il est tenu de cesser immédiatement les travaux d'édification du mur qu'il est en train de construire dans le territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est, de démanteler immédiatement l'ouvrage situé dans ce territoire et d'abroger immédiatement ou de priver immédiatement d'effet l'ensemble des actes législatifs et réglementaires qui s'y rapportent ». (Avis de la Cour Internationale de Justice, 9 juillet 2004) ¹⁰. Le Mur érigé en Cisjordanie a donc été jugé illégal par la Cour Internationale de Justice. Cela n'empêche pas Israël de poursuivre sa construction et d'espérer l'achever en 2010. A son terme le Mur mesurera près de 800 km. Mur de Béton atteignant parfois 8 m de haut, la prétendue « barrière de sécurité » intégrera de facto environ 45% de la Cisjordanie et 98% des colons à l'Etat d'Israël. Elle découpera « l'Etat palestinien » en trois enclaves isolées qui se sont subdiviseront en 22 plus petites enclaves reliées par des tunnels construits sous les routes réservées aux colons, lesquelles mesureront environ 1250 kilomètres ¹¹. Une partie des 600 checkpoints et barrages qui couvrent aujourd'hui la Cisjordanie disparaîtront, les autres seront maintenus pour contrôler les entrées et les sorties des cantons. Une entité palestinienne auto-administrée verra le jour dans ces cantons, que d'aucuns oseront peut-être encore appeler Etat.

Si le Mur a été construit à partir de 2002, son origine remonte en fait à beaucoup plus loin. Très exactement au 10 juin 1967, lorsque la guerre des 6 jours prend officiellement fin. A son terme Israël a en effet conquis, entre autres, le reste de la Palestine théoriquement partagée en 1947 et exerce son autorité sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Une victoire militaire plus rapide et plus facile qu'en 1948-1949, mais avec une différence majeure : contrairement à ce qui s'était passé alors, la majorité des Palestiniens ne sont pas partis. Le succès militaire crée donc une difficulté politique pour les dirigeants sionistes : Israël abrite désormais en son sein les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, qui s'ajoutent aux Palestiniens de 1948. La prétention de l'Etat d'Israël à être simultanément un Etat juif et démocratique est donc sérieusement menacée.

C'est pour répondre à cette contradiction qu'un Général travailliste, Ygal Allon, présente au Premier Ministre Levi Eshkol, dès juillet 1967, une solution alternative à l'expulsion, qui compromettrait le soutien international dont jouit l'Etat d'Israël. La philosophie du « Plan Allon » était la suivante : renoncer à la souveraineté sur les zones palestiniennes les plus densément peuplées tout en conservant le contrôle exclusif sur la vallée du Jourdain, sur la rive occidentale de la Mer Morte et sur Jérusalem, dont les limites municipales seraient considérablement étendues. Une entité palestinienne constituée de cantons isolés serait ainsi établie, avec des attributs de souveraineté limités, Allon ne répondant pas à la question de savoir si cette souveraineté serait confiée à des autochtones ou à la Jordanie et l'Egypte.

Même si le Plan Allon n'est pas officiellement adopté par le pouvoir israélien, c'est lui qui guidera, avec certaines variantes, la politique de l'Etat sioniste à partir de l'année 1967. La disposition des colonies, le tracé des routes de contournement, réservées aux colons, et la progressive fragmentation de la Cisjordanie sont la mise en application concrète des vues du Général Allon. Les Accords d'Oslo et la division de la Cisjordanie en Zones A, B et C, en sont directement inspirés. Même le Général Sharon, farouche partisan de l'expulsion des Palestiniens,

finira par adopter, en le modifiant, le Plan Allon. C'est le sens du « retrait unilatéral » de Gaza en 2005 qui, loin d'être un « geste de paix », est une décision pragmatique d'abandon et d'encerclement d'une zone palestinienne trop densément peuplée. La décision de construire le Mur, si elle fut interprétée à juste titre comme la renonciation à l'annexion de l'ensemble de la Cisjordanie, n'est que l'ultime étape de la mise en pratique du Plan Allon.

Le Mur trace les limites des cantons palestiniens, ces zones trop peuplées pour être administrées par Israël. Tel est « l'Etat palestinien » dont parlent les dirigeants israéliens, pour lesquels il n'a jamais été question d'une quelconque restitution des territoires conquis en 1967. Comment expliquer, sinon, la poursuite de la colonisation à un rythme de plus en plus effréné, malgré le soi-disant « processus de paix » ? Ce sont en effet près de 500 000 colons qui vivent aujourd'hui en Cisjordanie (contre moins de 200 000 au début des années 90), leur nombre croît à un rythme 3 fois supérieur à celui du reste de la population israélienne et ils représenteront bientôt 10% de la population juive d'Israël.

Le Mur de Béton, dont plus de 500 km ont déjà été construits, est l'expression la plus manifeste, 60 ans après la Grande Expulsion et 41 ans après l'occupation de toute la Palestine, de la quatrième dimension de l'oppression israélienne : la négation du droit des Palestiniens à exercer une souveraineté réelle.

Conclusion : Un cinquième Mur, le Mur du Silence ?

Mur de Fer, de Barbelés, de Verre et de Béton : immatériels ou tragiquement réels, ces quatre Murs sont le symbole des diverses dimensions de l'oppression dont est victime le peuple palestinien. Les trois derniers sont ceux qui enferment les trois composantes de la nation palestinienne (Réfugiés, Palestiniens de 1948, Palestiniens des territoires occupés) dans divers statuts de sous-citoyens. Le premier Mur, le Mur de Fer, l'armée israélienne, est le moyen par lequel l'Etat d'Israël a créé et perpétue cette oppression.

J'aurais pu parler d'autres Murs. Notamment de ceux des cellules dans lesquelles croupissent 11 700 prisonniers politiques palestiniens, parmi lesquels des dizaines de députés ou d'anciens députés, des ex-Ministres, un ex-vice-Premier Ministre, l'ex-Président du Conseil Législatif et de nombreux maires et conseillers municipaux. Parmi ces 11 700 prisonniers, plusieurs milliers n'ont pas été jugés. Plusieurs milliers d'autres ont été condamnés par des tribunaux militaires, sans preuve, sur de simples présomptions, ou pour des délits d'intention comme le jeune Franco-Palestinien Salah Hamouri ¹².

Mais c'est un autre Mur que j'évoquerai dans cette conclusion. Un Mur qui diffère substantiellement des autres, dans la mesure où ceux qui ont décidé de son édification ne sont pas les dirigeants sionistes ou l'establishment israélien. Ce cinquième Mur, auquel se heurtent quotidiennement, depuis plus de 60 ans, les Palestiniens, est le silence assourdissant de la « Communauté internationale » quant à la négation de leurs droits nationaux.

Un Mur de Silence d'autant plus incompréhensible pour les Palestiniens que c'est cette même « Communauté internationale » qui a régulièrement, notamment à l'ONU, rappelé la nécessaire satisfaction de ces droits. L'ONU a créé par la résolution 181 l'Etat d'Israël et ne l'a accepté en son sein qu'à la condition qu'il se conforme aux autres résolutions, notamment la résolution 194 affirmant le droit au retour des réfugiés. Pour le résultat que l'on constate aujourd'hui.

Ce silence de la « Communauté internationale » est encore plus frappant quand on le met en parallèle avec les bruyantes déclarations de soutien à Israël, à sa sécurité, et les non moins bruyantes condamnations de la résistance palestinienne, qui contribuent encore un peu plus isoler les Palestiniens et à étouffer leurs revendications.

Malgré cet isolement et malgré les renoncements de nombre de leurs dirigeants, les Palestiniens n'ont pas renoncé à faire valoir leurs droits. Constatant qu'Israël bénéficiait du soutien inconditionnel des dirigeants des plus grandes puissances, ils en appellent chaque jour un peu plus les populations du monde entier à rompre le silence afin d'inverser la logique actuelle, qui, au nom de la « paix », va plutôt dans le sens de la protection d'Israël et de la consolidation, plutôt que de la destruction, des Murs qui les enferment.

<http://juliensalingue.over-blog.com/article-20777756.html>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 'Wake Up From Your Slumber' : L'ancien ministre Moshé Sharett confirme qu'Israël crée volontairement des ennemis.

Moshé Sharett fut le premier Ministre israélien des Affaires Etrangères de 1948 à 1956, et Premier Ministre de 1954 à 1956.

Ci-dessous un extrait de son Journal, dans lequel il dit qu'Israël doit continuellement créer des "ennemis" pour pouvoir contrôler les masses juives et réussir l'expansion sioniste.

Le gouvernement israélien et les sionistes américains ont essayé d'empêcher la publication du Journal, mais sont finalement revenus sur cette décision, jugeant qu'une action en justice ferait encore plus de publicité au Journal.

Extraits de la préface du Journal, par **Livia Rikach...**

Le mouvement sioniste ne peut plus cacher ses véritables intentions. Sa "relation spéciale" avec les Etats-Unis le propulse comme un poids lourd à la poursuite des projets impérialistes.

Les Accords de Camp David, et le Plan Reagan ultérieur introduit en septembre 1982, étaient basés sur les mensonges des "besoins sécuritaires" d'Israël et les soi-disant menaces arabes à cette sécurité.

L'administration **Reagan a approuvé à l'avance l'invasion de 1982 d'Israël**. Lors de sa démission, en mai 1985, l'Ambassadeur US en Israël, Samuel Lewis, a révélé qu'en décembre 1981, le Ministre israélien de la Défense Ariel Sharon a expliqué les grandes lignes de ses plans d'une invasion imminente à l'envoyé US Philip Habib (*Washington Post*, 24 mai 1985).

L'administration Reagan et le gouvernement israélien du Likud avaient trois objectifs :

- la destruction des Palestiniens au Liban,
- la reconfiguration des frontières du Liban,
- et la réduction de la Syrie à des proportions "raisonnables".

L'invasion fut nommée "Opération Paix en Galilée". Elle faisait partie – avec l'"Opération Litani" de 1978 – de la stratégie sioniste pour le Liban et la Palestine formulée dans les années 1950, et elle est toujours en cours. Le point clé de cette stratégie est de voler l'eau des états voisins.

Le 6 novembre 1918, un comité de responsables du mandat britannique et de dirigeants sionistes suggéra une frontière nord pour la Palestine juive " **de la rivière Litani au nord jusqu'à Banias.**"

En 1919, à la Conférence de Paix de Paris, le mouvement sioniste demanda que les frontières de l'Etat juif incluent du secteur libanais de Bint Jubayl, plus tous les territoires au-dessus, **incluant la Rivière Litani.**

Les forces militaires sionistes qui ont envahi la Palestine en 1948 occupèrent aussi une partie de la région de Marjayun et de Bint Jubayl, **au Liban, et atteignirent la rivière Litani.**

En 1954, l'envoyé du Président Eisenhower, Eric Johnston, a proposé une formule de partage des eaux du Litani entre le Liban, la Syrie et Israël. **L'idée de partage a rendu les dirigeants israéliens fous de rage. Ils renouvelèrent leurs demandes des eaux libanaises, et** menacèrent d'utiliser la force contre le Liban si les eaux du Litani servaient à développer le Sud Liban.

La guerre d'Israël de 1967 a permis aux Juifs de voler les sources des fleuves Jourdain et Manias. **Israël a également détruit le Canal du Ghor jordanien et le barrage Khaled, sur le fleuve Yarmuk, qui se déverse dans** le bassin Nahariya d'Israël.

Lors de l'"Opération Litani" (1978), Israël a perdu le fleuve Litani, mais il a établi un contrôle ferme sur la rivière Wazzani, qui se déverse dans le Jourdain, ainsi que presque toute la longueur de la rivière Hasbani.

Pendant l'invasion israélienne de 1982, la totalité de la rivière Litani est tombée sous contrôle israélien.

Le journal de Moshé Sharret révèle que les sionistes avaient toujours voulu avoir un gouvernement fantoche dominé par les maronites au Liban. **Ceci – plus l'anéantissement des Palestiniens du Liban – fut la raison de** l'invasion israélienne de 1982. **Israël a installé** Bashir Gemayel comme vice-roi marionnette au Liban, mais Gemayel fut tué avant d'entrer en fonction.

Le journal de Sharret montre que la politique israélienne met l'accent sur des actes délibérés d'agression, destinés à générer l'hostilité arabe **et à créer ainsi les prétextes d'une expansion territoriale armée.**

Le massacre de Deir Yassin, en 1948, et le bombardement du 2 juin 1980, sont les produits de ce que les Israéliens appellent "terrorisme sacré".

Plus le monde essaie de comprendre la situation au Moyen Orient et plus les organisations sionistes aux Etats Unies, agissant de concert avec Israël, tentent de la brouiller.

Les guerres d'Israël contre les Arabes en 1967 et en 1982 ont oblitéré l'image de David, et ont confirmé qu'il était le Goliath du Moyen Orient.

Extrait du Journal

*"Les conclusions des paroles de Dayan sont claires : Israël n'a pas d'obligations internationales, et pas de problèmes économiques. La question de la paix n'existe pas. Le glaive doit être l'instrument principal, sinon unique, d'Israël pour maintenir son moral élevé et garder sa tension morale. Dans ce but, Israël doit inventer des dangers en adoptant la méthode "provocation-et-revanche". Et, par-dessus tout, souhaitons une nouvelle guerre avec les pays arabes, de manière à ce que nous nous débarrassions de nos problèmes et acquérons notre espace. Comme l'a dit Ben Gourion, cela vaudrait le coup de payer un million de livres à un Arabe **juste pour lancer une guerre.**" (26 mai 1955, 1021)*

<http://palestine.over-blog.net/article-20710043.html>

Sources Posté par Adriana Evangelizt

Autre article :

<http://chss.montclair.edu/english/furr/essays/rokach.html#APPENDIX%20%20The%20Lavon%20Affair>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Gaza : halte à la manipulation médiatique !

Ça commence comme d'habitude, par une dépêche d'agence reprise brut de décoffrage par un site d'infos, en l'occurrence Yahoo News.

La dépêche originale est datée du 24 juin et présente comme heure de diffusion 6 h 44. Mardi matin, nous apprend cette dépêche, une opération armée déclenchée par Tsahal dans un centre universitaire de Nabus, près de Naplouse a tué deux Palestiniens.

L'un d'entre eux, Tarek Juma, je cite, "préparait un attentat sur Israël" et aurait été tué lors d'un échange de tirs avec les soldats israéliens. Tsahal indique avoir découvert des explosifs sans sa chambre. Selon des voisins, l'un des deux serait mort à la suite d'une explosion : effectivement, un reportage télévisé montre une chambre d'étudiant ravagée par des éclats divers, comme si une grenade y avait été lancée. En remontant les dépêches, on s'aperçoit que les deux tués sont Yad Khanfar, 24 ans, et Tareq Abu Ghali, 23 ans, étudiants à l'université Al-Najah et qu'ils ont été tués par une "unité spéciale" de Tsahal. Entendez par là les forces du Yamam, celles qui avaient tué Abbedullah Qawasameh à Hébron le 23 juin 2003. Sa spécialité : se déguiser en Palestinien... Selon certaines sources, le second est mort simplement pour avoir ouvert sa porte durant l'assaut des Israéliens, le second étant salué comme un "commandant" de la rive Ouest du Jihad islamique.

La façon de tuer est assez représentative d'une méthode d'élimination des principaux leaders palestiniens un par un, méthode mise en place par un homme émargeant désormais comme conseiller technique à la sécurité en Colombie, chez Alvaro Uribe. Une vieille pratique devenue une méthode de fonctionnement sécuritaire, depuis qu'Ariel Sharon s'était résolu à éliminer physiquement le 22 mars 2004 le chef et père fondateur du Hamas, le cheikh Ahmed Yacine.

C'est alors l'un des premiers "**assassinats ciblés**", selon la terminologie officielle, l'homme, paralysé depuis son adolescence, et devenu aveugle, qui promettait depuis toujours la disparition d'Israël, dans sa chaise roulante, reçoit une volée de missiles HellFire tirés d'un hélicoptère Apache, survenu sous le bruit de deux F-16 chargés de faire diversion. Neuf personnes sont alors tuées dans l'attaque. L'homme était né à Al Goura, près d'Ashkelon, où 391 hectares appartenaient à des Arabes et 25 à des juifs, avant 1948 La création de l'Etat hébreu le chassant de ses terres et l'envoyant directement dans les bras des Frères musulmans dont il va devenir un des membres les plus virulents. Il fera ensuite deux séjours en prison pour activisme, suite à des condamnations successives à 13 et 15 ans de détention pour meurtre, interrompus par des libérations en échange de soldats israéliens. Son village natal sera rasé, les Israéliens construisant dessus une autre ville, Ora. Sharon et Shaul Mofaz, le ministre de la Défense de l'époque se "réjouissent" de la mort à 67 ans de Yacine sans aucune ambiguïté, Sharon affirmant sans ambiguïté qu'"Israël a supprimé le chef des meurtriers terroristes palestiniens. La base idéologique de Yassine était une détermination résolue à assassiner les juifs où qu'ils soient et à détruire l'Etat d'Israël. Ce boucher se tenait au plus haut niveau des ennemis jurés du peuple d'Israël. La guerre contre le terrorisme n'est pas finie et elle continuera tous les jours, partout. C'est une guerre très dure à laquelle toutes les nations du monde libre doivent prendre part. C'est le droit du peuple juif, comme tout autre, de chasser ceux qui aspirent à le supprimer". Yacine a effectivement du sang sur les mains, en ayant été celui qui a demandé la mort de ses compatriotes collaborateurs avec l'Etat hébreu, qui ont tous été supprimés par le Hamas. L'ONU, elle, ne l'entend pas de la même oreille et produit le 24 mars une résolution condamnant l'assassinat du cheikh, la France, l'Allemagne l'Angleterre et l'Italie votant contre.

La résolution est sans détours et "*condamne vigoureusement les graves violations des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, en particulier l'assassinat tragique de cheikh Ahmad Yassine le 22 mars, en contradiction avec la 4e Convention de Genève (sur la protection des populations civiles en temps de guerre)*".

Evidemment, l'ambassadeur israélien à l'ONU n'est pas de cette opinion : "*pour la première fois dans l'histoire de l'ONU, une réunion est consacrée à soutenir et glorifier un dirigeant d'une organisation terroriste*". La phrase est lourde de sens : elle indique que, pour Israël, l'ONU ne sert à rien, et que elle seule décide de ce qui est bon pour sa sécurité ou non. Le mortel engrenage vient de commencer, et le pays d'Ariel Sharon et de son successeur va mettre un certain entrain. Agressé, l'Etat hébreu est devenu un pays de tueurs officiellement assermentés qui ne vont pas s'embarrasser de bavures manifestes au nom d'un terrorisme d'Etat censé répondre à un terrorisme né de l'humiliation et des privations.

Un rapport d'Amnesty chiffre en 2004 à 200 le nombre d'exécutions sommaires de dirigeants palestiniens ciblés. Les leçons de Yair Klein ont été bien retenues par son successeur Israel Ziv. En 2002, l'homme visé est Salah Shehadeh, le dirigeant militaire du Hamas. Il sera effectivement tué par un bombardement de F-16... ainsi que quinze autres personnes, des civils, dont... neuf enfants. Le mouvement "La Paix maintenant", des Israéliens écoeurés par leurs dirigeants de droite, dont on ne peut que saluer ici l'action au sein même du pays, commence à ce moment-là à trouver que ces cibles ne sont pas faites pour faire avancer la paix, bien au contraire : "*Aussi n'avons-nous d'autre choix que de nous interroger sur le bien-fondé du feu vert donné par le Premier ministre et le ministre de la Défense à un assassinat dont les conditions d'exécution et le contexte politique allaient inévitablement réduire à néant ces tentatives de paix et les espoirs qui les accompagnaient*", dit alors un de leurs communiqués. Pour Sharon, c'est "*l'une de nos grandes réussites*".

L'homme de Chatila est bien resté le même depuis. Ce ne sont pas quelques enfants morts qui vont l'arrêter d'entraîner son pays dans une spirale de violences sans fin.

Car ces assassinats, le plus souvent, sous prétexte de se débarrasser de terroristes dangereux, interviennent toujours au moment où l'on parle d'avancée de... paix. Recta : dès qu'on évoque le mot en Israël, la branche des

faucons gouvernementaux sabote l'initiative par une exécution sommaire ou deux. "La Paix maintenant" là-dessus est très clair : *"La vérité est qu'Israël joue avec le feu depuis longtemps déjà. Il semble que quelque chose d'essentiel ait dérapé dans l'esprit des décisionnaires. Sous la pression des horribles attentats terroristes menés contre des citoyens israéliens et de l'urgente nécessité d'en prévenir d'autres, une sorte d'indifférence léthargique s'est instaurée face à l'éventualité de faire des victimes palestiniennes. La décision de larguer une bombe à forte capacité sur un quartier résidentiel était la conséquence logique d'évolutions antérieures. Cela n'a fait, cette fois, que tourner beaucoup plus mal."* Bref, ce que les dirigeants israéliens recherchent, disent... des Israéliens, c'est que ça va plus mal... amer constat. Un pays qui parle constamment de sa propre paix, fabrique et entretient une guerre qu'il dénonce. L'Etat hébreu est à lui seul un paradoxe insondable.

Le 16 février 2008, l'aviation israélienne remet ça : un autre chef du Jihad islamique, Ayman al-Fayed, 42 ans, un des chefs des Brigades Al-Qods est tué, avec 6 autres personnes et 50 blessés au total. Un bombardement au beau milieu du camp de réfugiés d'El-Bourejij, au sud de la ville de Gaza. La majorité des victimes sont des femmes et des enfants. La veille, effectivement, des accords étaient en vue sur la levée du blocus de Gaza ou de son allègement... le 25 janvier, le Hamas avait bien tenté de briser ce blocus en abattant des barrières... peine perdue, le blocus court toujours et nous sommes fin juin. Des ONG le condamne, mais rien n'y fait... jusqu'à l'espoir d'une trêve, enfin, d'arriver, malgré les parents du soldat Shalit, prêts à laisser mourir de faim des enfants pour récupérer le leur. Autre paradoxe fondamental propre à un état d'esprit fort particulier : un Israélien compte toujours plus, lui seul, que plusieurs Palestiniens. Dans les échanges de prisonniers, c'est toujours confirmé. Une prééminence individuelle étrange a toujours cours, qui puise ses racines dans un fondement religieux qui fausse toute relation humaine. Le massacre du 25 janvier, condamné par l'ensemble de la communauté mondiale, n'est qu'un avatar de plus dans la spirale infernale engagée depuis 2004. Israël tue, sans trop de discernement pour des actions dites "ciblées", car ce qui compte, en définitive, ce n'est plus de se débarrasser d'activistes, mais d'en fabriquer d'autres. Une fois la trêve en cours, en effet, quelle est la meilleure façon de la saborder ? Des roquettes Kassam, bien entendu. Et quel est le meilleur moyen de s'en faire envoyer ? Je vois que vous commencez à comprendre. Mais cette fois, côté israélien, on va faire mieux encore. Le lendemain du jour où je vous parle... plus une seule trace de l'assassinat ciblé de la veille, qui, logiquement, rompt la trêve si fragile en premier. Dans la journée, les Palestiniens qui criaient "vengeance", pour leur frère d'armes abattu, ont effectivement lancé un obus et trois roquettes de représailles. La presse, le lendemain, va effacer les deux premiers assassinats pour ne retenir que l'action de représailles. Incroyable retournement de valeurs, incommensurable manipulation de l'opinion. La veille, on se trouve avec des Israéliens ayant rompu sciemment la trêve, le lendemain avec des... Palestiniens. Les agences sont bombardées de fax à chaque lancement de roquettes : il suffira de trois et d'un obus pour obtenir ce qu'on souhaitait au départ : le retournement attendu de l'opinion. Le lendemain en effet, pour la presse, ceux qui sont responsables d'avoir rompu la trêve ne sont plus Israéliens. Mais bien Palestiniens.

Et ce matin-là, quand on ouvre les journaux, on lit ça :

Le Monde :

Des tirs de roquettes sur le sud d'Israël mettent en péril la trêve avec le Hamas

Le Figaro :

Le Jihad tire deux roquettes sur Israël

Le Nouvel Obs :

Israël reporte l'ouverture de points de passage en rupture avec la trêve

Le Parisien :

Israël ferme les terminaux vers Gaza après des tirs de roquettes

Libération :

Naplouse : deux Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne

Le seul journal a parlé de ce qui a précédé l'envoi de roquettes, c'est *Libération*.

Toute la presse de droite, et même parfois celle de gauche, titre sur les seuls responsables, pour sûr, de la rupture de la trêve : les Palestiniens du Jihad islamique et leurs lancements de roquettes ou d'obus. **On peut parler de manipulation manifeste de l'information**, la palme revenant de loin ce jour-là au journal *Le Monde*. La manipulation est évidente et a réussi. Car, comme le note justement *Libération* **"Dans le passé, le Jihad islamique a répliqué systématiquement à la mort de ses membres par des tirs de roquettes à partir de la bande de Gaza."** Systématiquement, c'est-à-dire qu'il suffisait de commencer par un assassinat ciblé pour obtenir le résultat escompté, déjà décrit par des journaux, à savoir... la fermeture à nouveau des points de passage... et donc un retour en arrière question paix au Proche-Orient, qui venait juste d'être signée entre les deux protagonistes. Les faucons autour d'Ehoud Olmert ont gagné, encore une fois la paix fragile recule. Pari réussi : l'Etat hébreu se retrouve stigmatisé, et c'est ce qu'il souhaite...

Et quand bien même Olmert démissionnerait, ce serait un ancien agent du Mossad comme remplaçant : Tzipi Livni, future première ministre annoncée, qui devrait encore moins prendre de gants pour continuer les assassinats, le meilleur moyen de provoquer un profond ressentiment chez les jeunes, une vraie machine à fabriquer des kamikazes. *"Elle était notamment en poste en France en 1980, lorsqu'un scientifique égyptien spécialisé dans le nucléaire et travaillant pour Saddam Hussein a été assassiné dans la chambre de son hôtel parisien par le Mossad"*, dit d'elle Bakchich le talentueux. D'assassinats en assassinats, en Israël, on devient responsable du pays : beaucoup de dirigeants du pays ont été appelés terroristes eux aussi avant l'indépendance. Peut-être pas le bon moyen pour y défendre et promouvoir la paix... en tout cas, aujourd'hui, on

peut parler de manipulation de l'opinion au sujet d'Israël : si l'on en croit la presse, ceux qui ont rompu la trêve si fragile, ce sont les gens du djihad islamique, seuls. C'est faux : il y a antériorité manifeste de la rupture de cette trêve, et son responsable, ou plutôt son irresponsable, encore une fois, c'est bien au départ Israël et sa politique d'assassinats ! L'opinion, encore une fois a été manipulée, et les faits s'étant produits lors d'une visite de chef d'Etat français ayant manifesté un soutien inconditionnel à l'Etat hébreu, il n'est pas étonnant d'avoir ces titres effarants envahir la presse française. Nicolas Sarkozy a tout simplement oublié de condamner la pratique des assassinats ciblés, qui, tant qu'ils dureront, ne permettront jamais le moindre espoir de paix dans la région.

http://www.agoravox.fr/article.php?id_article=41461

5-2 Michel Warschawski : L'application des Droits de l'Homme ne doit pas être sélective...

Extrait

Kouchner suggère la création d'un organisme chargé de juger les crimes de guerre.

Il est aisé de tester sa bonne foi : qu'il prenne l'initiative d'une action internationale pour obliger Israël à appliquer **la décision de La Haye déclarant le Mur illégal**.

L'application des Droits de l'Homme par la communauté internationale ne doit pas être sélective.

Ici le mur d'apartheid israélien en Cisjordanie, dont la Cour de La Haye a ordonné le démantèlement... en 2004.

Selon *Le Monde* (26 mai 2008), le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a suggéré que la France crée un organisme spécial qui serait chargé d'enquêter, instruire et éventuellement poursuivre les infractions au droit international telles que les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, etc.

Contrairement à la Belgique, par exemple, la loi française n'inclut pas « la compétence universelle » et les tribunaux français ne peuvent juger que des crimes commis sur le territoire français et si les victimes sont de nationalité française.

Le concept de « compétence universelle » suppose que la communauté internationale tout entière assume la responsabilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et qu'aucun Etat ne puisse prétendre : « *Ce n'est pas notre affaire, ils ont été commis ailleurs* ». L'une des leçons à tirer de la barbarie fasciste est la responsabilité mutuelle de la communauté humaine dans la protection des droits humains fondamentaux sur toute la planète. Ces droits ont été officialisés durant les années 1950, 60 et 70, dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, les Conventions de Genève et une longue suite de résolutions des Nations unies qui ont, progressivement, étendu le concept du Droit et des droits à un nombre croissant de communautés (les femmes, les minorités nationales, les minorités culturelles, les enfants, etc.).

On peut objecter que la plupart de ces droits sont restés sur le papier et n'ont pas été sérieusement mis en œuvre par la communauté des nations. Cependant, le fait même que ces droits aient été **formellement spécifiés** n'est pas sans importance : une société qui se donne des normes de comportement - même quand elles ne sont pas appliquées - est ce qui distingue le début de la civilisation de la jungle, car dans la jungle c'est uniquement la force qui fait le droit, même si ce n'est que lorsque ces droits sont effectivement appliqués de façon universelle que nous pouvons prétendre vivre dans une société humaine vraiment civilisée, et non pas quand ils restent seulement des déclarations normatives.

Au cours de ces deux dernières décennies, les néoconservateurs américains ont tenté de clore la période post-fasciste et de supprimer le cadre normatif élaboré en réaction au fascisme. Sous le prétexte de « *défendre la civilisation contre le terrorisme international* », ils essaient de pratiquer une politique de guerre de l'Empire libérée de toutes limites fondées sur le respect des Droits de l'Homme.

Aucun doute, la suggestion du fondateur de *Médecins sans frontières* qui maintenant travaille pour le président français ultraconservateur, Nicolas Sarkozy, est une mesure positive. A une condition très importante : que l'application des Droits de l'Homme par la communauté internationale ne soit pas sélective et ne concerne pas seulement ces nations déclarées « non démocratiques » par un club fermé d'Etats.

Les enquêtes des Etats et leurs éventuelles poursuites doivent relever de la compétence d'un tribunal international indépendant créé par l'Assemblée générale des Nations unies, et non de celle d'une coalition d'Etats autoproclamés qui décident, *a priori*, qui viole et qui ne viole pas le droit.

Il est aisé de tester la bonne foi de Bernard Kouchner : le Tribunal international de La Haye a statué [le 9 juillet 2004] sur l'illégalité du Mur d'apartheid construit par le gouvernement israélien et il a fait toute une série de recommandations pratiques, à commencer par son démantèlement et le paiement d'indemnités pour les dommages causés jusqu'à présent. L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé ces recommandations. Si le ministre français des Affaires étrangères est sincère dans sa volonté de renforcer le droit international sur la planète, il doit prendre l'initiative d'une action internationale pour obliger Israël à exécuter la décision de La Haye. Dans un premier temps, la France devrait exiger la suspension des privilèges économiques et commerciaux obtenus par Israël par son association avec l'Union européenne, jusqu'à ce que cet Etat applique les décisions du Tribunal international. C'est une question de bon sens, mais par-dessus tout, c'est une façon de dire haut et fort que notre monde n'est pas une jungle où la force ferait le droit, mais un cadre civilisé où une violation flagrante du droit est sanctionnée.

Franchement, je doute que le ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy fasse ne serait-ce qu'un petit pas dans cette direction.

Michel Warschawski

vendredi 13 juin 2008

Michel Warschawski est journaliste et écrivain.

Fondateur du Centre d'information alternative (AIC) en Israël, il est l'un des représentants du courant radical antisioniste en Israël.

Parmi ses livres : *Sur la frontière* (Stock - 2002), *A tombeau ouvert - la crise de la société israélienne* (La Fabrique - 2003), *A contre chœur* (Textuel - 2003).

Note de la traduction :

Le 10 juin, en première lecture, le Sénat a adopté le projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale, présenté par Mr Clément, Garde des Sceaux.

Sur un amendement proposé par Mr Gélard (UMP Seine-Maritime), rapporteur du projet, le Sénat a notamment adopté à l'article 7bis (nouveau) le texte suivant :

1 Après l'article 689-10 du code de procédure pénale, il est inséré un article 689-11 ainsi rédigé :

2 « Art. 689-11. - *Peut être poursuivie et jugée par les juridictions françaises toute personne qui réside habituellement sur le territoire de la République et qui s'est rendue coupable à l'étranger de l'un des crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale en application de la convention portant statut de la Cour pénale internationale signée à Rome le 18 juillet 1998, si les faits sont punis par la législation de l'État où ils ont été commis ou si cet État ou l'État dont il a la nationalité est partie à la convention précitée.*

3 « *La poursuite de ces crimes ne peut être exercée qu'à la requête du ministère public si aucune juridiction internationale ou nationale ne demande la remise ou l'extradition de la personne. À cette fin, le ministère public s'assure auprès de la Cour pénale internationale qu'elle décline expressément sa compétence et vérifie qu'aucune autre juridiction internationale compétente pour juger la personne n'a demandé sa remise et qu'aucun autre État n'a demandé son extradition.* »

Lire : http://ameli.senat.fr/publication_pl/2006-2007/308.html

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=4553

Les autorités israéliennes emprisonnent les Palestiniennes même après leur mort

Par Iqbal Tamimi

Les forces israéliennes d'occupation ont arrêté plus de 10.000 palestiniennes, d'âges et milieux divers, depuis 1967. 720 palestiniennes ont été arrêtées pendant l'Intifada Al-Aqsa, 102 d'entre elles sont toujours détenues aujourd'hui.

L'arrestation des mères, des épouses et des sœurs des personnes recherchées ou des détenus est une forme de punition collective, et elle a pour but de faire pression sur les Palestiniens pour les forcer à avouer ou à se rendre. Dans de nombreux cas, les Palestiniennes ont été menacées, en prison, de détention de leurs enfants, pour les forcer à coopérer. Un rapport du Comité Public contre la Torture en Israël (avril 2008) a rapporté 6 cas où les forces israéliennes ont menacé des prisonniers palestiniens d'emprisonner les membres de leurs familles cette année. Des rapports documentés existent de membres de familles de prisonniers palestiniens détenus sans aucune raison légale valide. Ce rapport a été soumis à la Knesset.

Le Président des services secrets intérieurs israéliens (Shin Bet) a confirmé qu'un de ces cas au moins a été avéré par l'Unité d'Enquête pendant l'audience de ce cas.

Certaines de ces détenues ont des maris ou des frères dans d'autres prisons, mais l'administration pénitentiaire en Israël refuse qu'elles puissent rencontrer ces membres de leur famille.

Le Ministre des Prisonniers a confirmé dans ses rapports que toutes les femmes arrêtées ont été soumises à des tortures psychologiques ou physiques, et dans certains cas, les deux. Certaines ont également subi du harcèlement sexuel. Certaines de ces prisonnières ont subi différents degrés et méthodes de torture. Des femmes ont été maintenues en cellules ou en salles d'interrogatoire pendant plusieurs mois, puis transférées dans les noires prisons pour y vivre dans des conditions dures ; certaines ont été libérées sans indemnité ni même aucune excuse.

102 palestiniennes sont toujours détenues depuis l'Intifada Al-Aqsa.

98 d'entre elles viennent des provinces du nord de la Palestine et de Jérusalem, 4 viennent des provinces du sud.

Parmi elles, 4 prisonnières de moins de 18 ans.

Le Docteur Mariam Saleh, député au Conseil Législatif Palestinien et Ministre des Affaires Féminines fut parmi ces détenues.

51 de ces prisonnières ont été condamnées, certaines d'entre elles à un emprisonnement à vie, d'autres l'ont été à plusieurs condamnations à vie. 45 d'entre elles ont des condamnations avec sursis, 6 sont en centres de détention administrative. 4 ont accouché en prison, sans soins médicaux adéquats, privées de la présence de leur famille pendant l'accouchement.

Ces mères sont :

Mervat Taha, Manal Ghanem, Samar Subaih et Fatima Alziq. D'autres mères ont accouché, dans des

conditions similaires, avant l'Intifada.

La souffrance des Palestiniennes dans les prisons israéliennes s'est accrue ; les conditions de vie des prisonniers se détériorent continuellement et dangereusement, outre leur assujettissement à des campagnes répressives par le département israélien des prisons, sans aucune considération pour les besoins spécifiques à leur genre. De tels traitements affectent gravement leur santé mentale, en particulier pour celles qui ont été placées en isolement pendant des périodes allant de quelques mois à plusieurs années.

Isolement cellulaire après la mort aussi

Le châtime de détention des Palestiniennes n'est pas pratiqué que contre les vivantes, les autorités israéliennes d'occupation ont incarcéré plusieurs Palestiniennes après leur martyr, et comme punition, leurs corps ont été mis dans des réfrigérateurs, ou dans des fosses communes, refusant de rendre leurs corps à leurs familles pour des funérailles convenables.

Voici les noms de certaines prisonnières détenues après leur mort :

Ayat Alakhras

Dalal Almughrabi

Dareen Abu Eshah

Wafaa Edrees

Hanadi Jaradat

Hiba Daraghme.

Israël est le seul occupant au monde qui punit les gens même après leur mort, ce qui est une infraction à toutes les normes et lois éthiques universelles. En particulier parce qu'ils savent combien les funérailles d'un Musulman sont importantes, d'un point de vue religieux.

Iqbal Tamimi

Références :

Arab Media Internet Network / Amin

Palestinian Ministry of Prisoners

Director of Bureau of Statistics Awni Farawana

Public Committee against Torture in Israel

Reporter Ahmad Budairy BBC- Jerusalem

Arab Media Internet Network / Amin

Source : [Palestine Think Tank](#)

Traduction : MR pour ISM

19-06-2008

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9260&type=analyse&lesujet=Prisonniers>